

Assurance Chômage : la réforme de trop !

La CFTC dénonce le nouveau projet de réforme de l'assurance chômage présenté hier par le premier Ministre.

La CFTC dénonce cette nouvelle réforme de l'assurance chômage. Et pour cause, il s'agit de la 3^{ème} consécutive en trois ans. Celle-ci intervient alors même que l'on peine à évaluer les effets des précédentes, trop proches dans le temps.

Les ambitions affichées de retour au plein emploi martelées par le gouvernement pour justifier cette réforme n'ont aucun fond, ni fondement. En effet, réduire les droits des chômeurs n'a jamais permis de créer de l'emploi.

Cette réforme n'a qu'un seul objectif : un objectif budgétaire de courte vue.

En effet, si la réforme va permettre à l'Etat de faire des économies sur le dos des demandeurs d'emplois, elle va surtout plonger dans plus de précarité des pans entiers de la population.

Les seniors vont massivement être renvoyés au RSA. Déjà impactés par la réforme des retraites de 2023 et la possible suppression de l'ASS, ils vont en plus voir leur droit au chômage être réduit dans la durée et plus difficilement activable.

Les jeunes, de moins de 25 ans notamment, qui ne sont pas éligibles au RSA, et peinent à trouver des contrats longs pour rentrer sur le marché du travail, vont se retrouver sans la moindre aide ni revenu.

En baissant à nouveau les droits des salariés sans pour autant baisser les cotisations, l'Etat va générer des surplus sur le dos des plus précaires, alors même qu'en l'état, l'UNEDIC évalue les excédents à 20milliards d'euros sur la période 2024-2027 !

Enfin cette réforme a été souvent défendue par la majorité comme étant un moyen de lutter contre le « chômage choisi » et lutter contre les situations où ne pas travailler serait plus avantageux que de trouver un emploi. La CFTC rappelle que si l'Etat veut valoriser l'activité il peut, plus efficacement, s'attaquer frontalement à l'augmentation des salaires !

L'assurance chômage n'est pas et ne sera jamais un frein à l'emploi, au contraire d'une mauvaise rémunération, du manque de formation et de compétences, du manque de transport et d'accessibilité.

La bataille pour le plein emploi ne se gagnera que par ces biais-là.